

## Rémond René, Religion et société en Europe

Wieviorka Olivier

Vingtième Siècle. Revue d'histoire, Année 1999, Volume 64, Numéro 1  
p. 156 - 157

[Voir l'article en ligne](#)

### Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

#### Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/> ). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

PERRIAUX Anne-Sophie, *Renault et les sciences sociales (1948-1991)*, Paris, Seli Arslan, 1998, 397 p., 150 F.

Regard sur des regards. La thématique de l'ouvrage est originale : c'est une analyse de l'histoire que la Forteresse ouvrière a entretenue entre 1948 et 1991 avec les sciences sociales. Celles-ci sont comprises au sens large, histoire et sociologie, mais aussi économie, géographie, ethnologie, psychologie, ergonomie, gestion, soit plus de 400 références (disponibles sur une base de données analytique). Le projet n'a pas été d'examiner le bien-fondé des dépenses engagées dans l'entreprise, mais de rendre compte du processus de recherche lui-même. À la surprise du lecteur, ce sont tout à la fois des recherches « indépendantes », par exemple des historiens, que des recherches contractuelles, celles de sociologues ou psychologues de grand renom – comme Claude Lévy-Leboyer, Alain Touraine, pour ne citer qu'eux – ou menées « en interne » par les membres du personnel : en légitimant d'emblée la recherche, l'entreprise donne toute la mesure de son ouverture à la société en mouvement. Durant ces quarante années, les sciences sociales, initialement focalisées sur la seule gestion du personnel, accèdent au statut d'instruments pour la politique de l'entreprise. Trois grandes périodes se dégagent, qui identifient des institutions et des réseaux, des démarches et des pratiques, des objets et des champs. L'ouvrage leur donne sens en les ordonnant, avec le temps de la connaissance (1953-1971), celui des solutions (1971-1983) et enfin celui de la cohérence (1983-1991). D'un système managérial à l'autre, de Lefauchaux et Dreyfus à leurs successeurs, de grandes figures se dégagent qui aident à la construction de cette entreprise phare de l'Hexagone, celle qui se veut de toutes les innovations, y compris sociales, en s'appuyant sur des terreaux neufs et dynamiques, comme les nouvelles disciplines universitaires. La recherche est ainsi insti-

tutionnalisée dans un service. Se construit là non pas un savoir ou un conseil – « l'entreprise ne fait pas grand-chose de ces rapports » –, mais une culture de l'entreprise, de celle qui se distingue de la concurrence, si introvertie... Ainsi, après 1968, les conditions de travail deviennent-elles non seulement le sujet de revendication des salariés, mais aussi un thème central des contrats. Plusieurs exemples sont examinés, à des époques différentes, qui rendent compte de l'évolution des soucis de la Régie : au milieu des années 1960, un travail sur les agents de maîtrise, d'ailleurs peu revendiqué par ses auteurs ; à la fin des années 1980, celle menée dans un atelier, loin de Billancourt, à Douai, juste avant l'automatisation des installations ; enfin, entre 1987 et 1992, une recherche sur la gestion des projets des nouveaux véhicules. L'ensemble est adossé à des interviews avec les auteurs des contrats et les membres de l'entreprise. Un voyage, en somme, qui fait découvrir de manière inattendue le monde de l'usine et ses arcanes, mais aussi celui des chercheurs.

Sylvie Schweitzer

---

○ RELIGION

RÉMOND René, *Religion et société en Europe*, Paris, Le Seuil, 1998, 314 p., 130 F.

Affaire de foi, la religion constitue aussi un phénomène qui modèle les sociétés, détermine les politiques, influence les États. C'est précisément ce lien que René Rémond, historien du politique et du religieux, s'emploie à analyser dans une vigoureuse synthèse consacrée à l'Europe tout entière. Le continent présente en effet l'originalité d'avoir été entièrement conquis par la chrétienté. Paradoxalement, pourtant, cet élément qui aurait dû constituer un facteur d'unité, a contribué à la fragmentation du Vieux Monde, divisé entre Églises rivales opposant anglicans et orthodoxes, catholiques et protestants.

Certes, cette diversité n'a pas toujours entraîné le conflit, les États, à l'intérieur de leurs frontières se caractérisant le plus souvent par leur monolithisme religieux. La Révolution française, pourtant, a inauguré une rupture. En dissociant confession et citoyenneté, elle a considéré la foi comme une affaire privée et a amené à une sécularisation des sociétés européennes. Ce mouvement, amorcé par la Constitution civile du clergé, était promis à un bel avenir. Les États admettaient, à un rythme inégal, la liberté de conscience et à plus ou moins long terme devaient bien dissocier le temporel du spirituel, reconnaître la laïcité de l'enseignement et renoncer au contrôle que les Églises s'arrogeaient sur la vie privée des hommes. Contrecarrée par les clercs, cette tendance fut – de plus ou moins bonne grâce – admise par les Églises elles-mêmes. Admettant le pluralisme religieux, se désolidarisant des positions les plus extrêmes, elles finirent par rendre à César ce qui lui appartenait, tout en maintenant leurs exigences dans le domaine de la foi – s'opposant ainsi avec vigueur à la libéralisation de la contraception et à l'autorisation de l'IVG.

Passé maître dans l'art de la synthèse, René Rémond offre ainsi une analyse éclairante des rapports unissant le religieux au social et au politique. On peut regretter – ce que l'auteur reconnaît volontiers – le primat accordé à la France et à la catholicité. Mais la France n'a-t-elle pas la première inauguré, dès la Révolution, un nouveau mode de relation entre une société sécularisée et sa foi, un État laïcisé et une Église désormais cantonnée au spirituel ?

Olivier Wieviorka

---

○ RELATIONS INTERNATIONALES

BELL P.M.H., *France and Britain (1900-1940): Entente and Estrangement*, Londres, Longman, 1996 ; *France and Britain (1940-1994): The Long Sepa-*

*ration*, Londres, Longman, 1997, prix non indiqués.

Cette étude en deux volumes est un apport utile à la littérature existante sur les rapports franco-britanniques au 20<sup>e</sup> siècle. L'argument central est que, au cours des cent dernières années, la France et la Grande-Bretagne ont été inextricablement liées par leur géographie, leurs racines culturelles communes et leur expérience historique partagée. Même si ces rapports ont souvent été extrêmement difficiles et tendus, une série de problèmes et d'intérêts communs ont régulièrement contraint les deux pays à coopérer. En même temps, la longue histoire de concurrence entre les Français et les Britanniques a laissé un héritage de méfiance impossible à surmonter entièrement. Comme le souligne Bell, la génération du début du siècle était la première, depuis plus de cinq cents ans, à ne pas avoir vécu une guerre franco-anglaise. Inévitablement, les vestiges de la méfiance représentaient un obstacle formidable à la collaboration entre les deux pays dans un siècle rempli de menaces pour la survie nationale. A deux reprises, les Britanniques ont fait preuve d'une réticence initiale à apporter un soutien significatif aux tentatives françaises de contenir la volonté allemande de domination européenne.

Bell examine ensuite les réactions très différentes des Britanniques et des Français face aux deux conflits mondiaux. Après 1918, les responsables politiques britanniques regardent d'un œil suspect la prédominance artificielle des Français en Europe et encouragent le retour des Allemands à une place importante dans la politique européenne. La perspective française est très différente. Pendant la période de l'entre-deux-guerres, une série d'hommes d'État français considèrent l'attitude britannique à l'égard de l'Allemagne comme naïve et myope. L'expérience de la deuxième guerre mondiale a créé un gouffre semblable entre les deux alliés d'autrefois. Désormais, les Britanniques